l'OVNI

# RIDEAU ?

**D'après les prévisions, six commerces marseillais sur dix devraient fermer après la crise sanitaire. Une catastrophe inévitable ?**

PAGES 3-5

## POLITIQUE
**Les électeurs du Printemps dans la brume**

PAGES 8-9

## ENVIRONNEMENT
**Chassez le naturel, il revient au Talus**

PAGES 10-13

## FOOTBALL
**OM féminin : avis de recherche**

PAGES 14-15

**Danceteria, une boîte de nuit fermée rue Saint-Saëns.**

# Commerces du centre-ville : les maux de la fin

## A Marseille, le probable reconfinement secoue l'économie locale. Une énième mesure considérée par les syndicats comme sa mise à mort alors que 6 commerces sur 10 seraient menacés de fermeture.

Par **ANGÈLE DELBECQ** et **SAMUEL AZEMARD**
Photo **CAPUCINE LAULANET**

Depuis le début de la crise sanitaire, les commerçants ne cessent d'encaisser les coups. La chambre de commerce et d'industrie d'Aix-Marseille Provence avance un chiffre terrifiant : 6 commerces sur 10 ne pourront peut-être pas passer le mois de mars. Le second confinement est la goutte d'eau qui a fait déborder ce vase déjà bien rempli. Le chiffre, basé sur une enquête auprès des commerçants, est en constante évolution : fin octobre, la CCI dénombrait 4 commerces sur 10 en potentielle faillite. Sans compter les travailleurs non déclarés que la CCI ne prend pas en compte. Ils représenteraient 5% de la population nationale, soit plusieurs milliers de Marseillais.

*«La menace est partout en France. C'est juste qu'à Marseille, on parle plus fort !»* ironise le président de l'association la République des commerçants Alexandre Seddik, également membre de la CCI. Plus sérieux, il exprime sa défiance envers la gestion gouvernementale de la crise des commerces. *«Pourquoi y aurait-il moins d'interactions sociales dans les grandes surfaces que dans les commerces de proximité?»* Là est sa grande question.

### AIDES INSUFFISANTES

Renforcement du fonds de solidarité jusqu'à 10 000 euros par mois, simplification des prêts pour les entreprises de moins de cinquante salariés… *«Toute l'économie du commerce ne tient que par les aides»,* affirme Alexandre Seddik. *«De bonnes aides»,* mais insuffisantes, pour Marie-Pierre Cartier, présidente de l'association Commerces positifs et elle aussi membre de la CCI. Elle milite pour un renforcement du soutien financier et relève quelques failles du système. Les restaurateurs du centre-ville de Marseille ont dû réclamer l'exonération de 30% de leur terrasse, qui leur était pourtant due. Selon Alexandre Seddik, de nombreux commerçants

**Crêperie fermée cours d'Estienne d'Orves.**

n'ont pas le droit aux aides de l'Etat. D'autres encore ont même été privés de ce sésame *«pour des raisons obscures»,* comme le restaurant Aux deux guingois, rue Chevalier rose.
La perte des commerçants est également générée par un manque d'adaptabilité. La présidente de l'association Commerces positifs le reconnaît : «*Les commerçants n'ont pas su s'approprier le numérique.»* Se mettre au Web, c'est fastidieux. Pour le centre-ville marseillais, le click and collect n'est pas une réussite. C'est même un *«palliatif»,* pour Marie-Pierre Cartier, peu convaincue par cette solution.

## FAILLES STRUCTURELLES

*«Le véritable problème, c'est le manque de vie.»* Marie-Pierre Cartier est coiffeuse et regrette sa routine de quartier. Manger au restaurant le midi, saluer les commerçants, parler de la pluie, du beau temps et de la Covid… Les rideaux tirés des boutiques rendent la ville méconnaissable. Le Vieux-Port ou la rue Paradis font peine à voir. Un véritable drame pour Marseille dont l'âme est d'ordinaire si vivante. En réalité, la crise sanitaire porte un violent coup de massue aux commerces et restaurants du centre-ville, déjà mal en point. *«A peine a-t-on pu sortir la tête de l'eau»,* que le Covid-19 a marché sur les pas des gilets jaunes.
Les difficultés auxquelles fait face le centre de la ville ne sont pas que conjoncturelles : Marie-Pierre Cartier pointe aussi des failles structurelles, des tentatives ratées de redynamisation du commerce. *«La ville a construit trop de centres commerciaux par rapport au nombre d'habitants.»* Centre Bourse, Terrasses du port, Voûtes de la Major, les Docks, ces grands complexes avalent les petits commerces auxquels les Marseillais tiennent tant. Le centre de Marseille a un ADN populaire affirmé et ses habitants refusent d'accepter les politiques de gentrification que la mairie de Jean-Claude Gaudin a mis en place. Le quartier de Noailles, où les odeurs épicées se mêlent à une atmosphère vivante et populaire, est *«le ventre de Marseille»* et porte bien son nom. Au cœur des stratégies de l'ancienne mairie, les passants y rejettent autant les politiques de modernisation que de distanciation sociale.
Le troisième confinement angoisse les Français, déjà épuisés par les multiples mesures restrictives. A Marseille, l'enjeu est de taille. De nombreux fonds de commerce sont à vendre sur Leboncoin : quarante-trois annonces de particuliers rien que dans le 6e arrondissement, centre névralgique du shopping. En septembre, l'Ovni avait contacté un restaurateur du Panier. *«Je vais mettre la clé sous la porte»,* avait-il répondu, du tac-au-tac. Sans nouvelle depuis, son local est à la vente sur le site web. Alexandre Seddik aborde ce potentiel reconfinement *«avec fatalité».* ◆

# «Les gens ne consomment plus de la même manière»

Presqu'un an après le bouleversement du coronavirus, les multiples confinements, les commerçants vont mal. Déménagement, vente en ligne, job alimentaire... Chacun tente de s'adapter pour survivre.

Par **CHLOÉ ARZOUNI**

Sur le Cour d'Estienne d'Orves on continue de boire des coups en terrasse. La différence avec la vie d'avant c'est que les chaises sont scellées les unes aux autres par un câble verrouillé depuis le mois d'octobre. Une dizaine de jeunes est attablée, ils ont acheté leur bière à l'épicerie du coin et se sont approprié le mobilier des restaurants fermés. C'était l'une des places favorites du centre-ville marseillais pour aller boire l'apéritif, dîner ou même aller en boîte.
Désormais, en longeant les devantures jusqu'à la place aux Huiles, on peut voir, dessinée sur le trottoir devant chaque commerce, la silhouette d'un homme comme sur une scène de crime. Au centre, un message : *«Le macronavirus m'a tué.»* Ces mots écrits au trait blanc sont aussi devant l'île aux enfants, un magasin de jouets qui a décidé de fermer en mars prochain pour déménager dans la zone commerciale de Plan de campagne. «*Le loyer a augmenté, il est devenu trop cher en centre-ville. Par dessus tout, notre emplacement n'est plus bon à cause de la fermeture des restaurants et de l'absence de touristes»,* explique Margot Bazin, employée du magasin. *«Aller à Plan de campagne c'est l'occasion d'avoir des locaux plus grands et il y aura du monde tout le temps, alors qu'ici, il n'y a plus de passage»,* déplore-t-elle. Si l'acquisition des locaux dans cette zone commerciale entre Marseille et Aix est prévue depuis longtemps, l'antenne marseillaise du magasin aurait dû perdurer. La crise sanitaire a finalement découragé le patron de renouveler son bail en centre-ville. *«Les gens ne consomment plus de la même manière. Ils trouvent plus simple d'aller dans les centres commerciaux. Tout le monde va s'entasser au même endroit.»* constate Margot. Les comportements ont paradoxalement changé. D'une part on a observé un regain d'intérêt pour les commerces de proximité et d'autres part le consommateur cherche à diminuer son temps passé dans les magasins et à centraliser ses achats, dans des lieux comme les centres commerciaux.
Combien de commerces ont souffert de la crise sanitaire à ce point ? Malgré les nombreuses crises sociales des dernières années et la crise sanitaire , les situations sont nuancées. Pour William Naïm, bijoutier de la rue Paradis, l'année 2020 a été plutôt bonne. Il estime que c'est grâce à l'épargne accumulée par les Français pendant les confinements et à l'euphorie des déconfinements successifs. Il s'amuse à constater que *«le Marseillais il aime aller en ville. Tu dis "je vais en ville", c'est fou cette expression. Y'a aucune ville où tu dis ça»* Il faut comprendre : aller faire du shopping dans le micro-périmètre des 6e et du 1er arrondissements de Marseille, entre SUITE PAGE 4

**Pierre Porchet dans son magasin.** PHOTO CAPUCINE LAULANET

**Dans la boutique l'Ile aux enfants.** PHOTO CAPUCINE

SUITE DE LA PAGE 3 les rues Paradis et Saint-Ferréol. Pour William, la mort annoncée du centre-ville n'aura pas lieu. «Pour le coup, les commerçants que je connais ont tous très bien travaillé en mai et à Noël. C'est les restaurateurs et les bars qui ont trinqué. Y'a pire que nous.» Le jeune créateur de bijoux a su s'adapter et surfer sur la vague d'affection des Français pour l'artisanat et le commerce de proximité. *«Le premier confinement c'était catastrophique. Je ne savais pas quand j'allais rouvrir. Le deuxième confinement a été moins dur car j'ai beaucoup vendu sur instagram. Je vais donc refaire mon site internet pour m'adapter à cette nouvelle demande en ligne»,* explique-t-il. La formule gagnante pour les commerces semble donc être celle du virage numérique: compléter sa vitrine physique par une vitrine virtuelle. Au risque de perdre le contact humain.

Cette stratégie de vente sur internet, Pierre Porcher ne regrette pas de l'avoir adoptée dès le départ. Cet antiquaire, spécialisé dans *«tout ce que les autres ne font pas»* et installé depuis 1963 dans le quartier de l'Opéra à Marseille, se targue d'être le premier de son domaine à avoir eu un site de vente en ligne, *«il y a plus de vingt ans»*.. Ce qui n'était à l'origine qu'une vitrine virtuelle s'est transformé en tremplin pour vendre ses antiquités sur des plateformes spécialisées. Si bien que la vente en magasin ne représente plus que 30% de son chiffre d'affaires, le reste se fait donc en ligne mais aussi via les salles de vente aux enchères. *«Les ventes sur internet ont très bien marché lors du premier confinement. Tous les Français s'emmerdaient, ils étaient devant leur ordinateur et ils ont acheté»,* a-t-il constaté. Il n'a pas souffert de la crise sanitaire et a même engagé une personne en alternance. *«Mais nous, c'est qu'on est une vieille boîte. On est propriétaire de nos murs, on n'a pas de loyer ni de prêt à rembourser chaque mois»,* relativise-t-il en comparant sa situation à ses voisins restaurateurs et barmans aux rideaux baissés. À l'image de l'incontournable Mas de Lulli, restaurant de nuit de la place éponyme, qui est entré en procédure de redressement judiciaire le 6 janvier.

Ludovic Genova, 36 ans, ancien patron du restaurant La Bocca à Vauban ne se remet pas bien de ce qu'il désigne comme *«l'enfer des confinements à répétition». «Ça nous a obligé à commander des stocks puis refermer immédiatement derrière»,* se désole-t-il. Son restaurant n'avait qu'un an et demi d'existence lors de la crise sanitaire. Il n'est pas encore en cessation d'activité mais il a préféré trouver une autre activité à côté plutôt que de tenir son projet à bout de bras. S'il a conservé ses parts dans La Bocca, Ludovic a dû se résoudre à prendre un job de chef de cuisine dans un autre établissement que le sien, qui lui, propose de la cuisine à emporter. Après cette période anxiogène, le restaurateur tire tout de même des conclusions positives: *«Le Covid ça a eu du bon aussi, on n'a plus la même vision des choses, on va tirer les leçons de la crise.»* Quand on lui demande s'il y a une erreur qu'il ne souhaite pas commettre à nouveau, Ludovic répond *«parler gentiment à mon banquier».* La pilule a encore du mal à passer.◆

LAULANET

# «Il y a un manque de créativité dans les décisions»

Loïc Bonnier, conseiller municipal du premier secteur à Marseille, relativise les annonces de la Chambre du commerce et de l'industrie.

Frustration. Loïc Bonnier s'attendait à une situation calamiteuse à la mairie de Marseille, mais pas à ce point. Cet informaticien du laboratoire de neurosciences cognitives du CNRS à Marseille est engagé au parti pirate depuis deux ans. Il a été élu conseiller municipal sur la liste du Printemps marseillais du premier secteur de Marseille en juin dernier. Entre le désengagement total de l'ancienne mairie, le transfert de compétences à la métropole et les choix erratiques du gouvernement, le nouvel élu jauge la difficulté de faire face à la crise économique qui s'additionne à la crise sanitaire.

**Au niveau de la mairie, qu'est-ce qui a été fait pour aider les commerçants ?**

Très rapidement, on a exonéré les bars et restaurants des taxes sur les emplacements des terrasses. Après, on n'est pas maîtres de la Chambre de Commerce et de l'Industrie (CCI), de la région, de la métropole, qui sont de beaucoup plus gros fournisseurs d'aides que la mairie.

On essaie de mettre en place la vente en ligne pour les commerces de proximité, mais on manque de moyens. Peut-être qu'il faudrait faire en sorte que ce soit les collectivités territoriales qui s'en occupent. Peut-être aussi qu'il faudrait voir pour encadrer les tarifs des baux dans le centre. Mais c'est aussi de l'argent qui fait vivre la municipalité, donc c'est compliqué.

**Que pensez-vous des décisions prises par le gouvernement pour les petits commerces ?**

Il y a un manque de créativité dans les décisions qui sont prises. Ne serait-ce que d'étaler les horaires d'ouverture pour concentrer moins les gens… Qu'il y ait un équilibre : si on contraint d'un côté, qu'on offre un épanouissement de l'autre. Je crains une extinction des petits commerces indépendants au profit des grandes chaînes qui, elles, peuvent absorber le coût et les contraintes. L'Etat a demandé aux petits commerçants de s'équiper en gel hydroalcoolique, en barrières pour le paiement… Ensuite on leur dit : non, tu ne pourras pas rester ouvert après 18h. Ce manque de vision à long terme, je trouve ça un peu dégueulasse.

**60% de commerces du centre menacés de fermeture, qu'est-ce que ça vous évoque ?**

J'ai vu des affichettes, quelques boutiques qui ferment définitivement, mais pas tant que ça. Il y a un effet d'annonce de la CCI. Si l'on devait atteindre la proportion de 60%, ce serait déjà plus visible. Il n'y a pas que des fermetures : on voit des changements de devantures, des magasins de bouche qui remplacent des bars, des ouvertures d'organismes de services à la personne. Je trouve que la CCI de Marseille a tendance à être phagocytée par une certaine bourgeoisie. Je ne suis pas sûr que ces chiffres-là concernent la totalité des commerces. Peut-être qu'ils évoquent plutôt ceux pour lesquels la CCI s'inquiète, comme une mercerie qui vend des produits chers. Pas sûr que ça concerne aussi les petits boui-bouis, les fast-foods. C'est vrai qu'on voit un certain turnover des magasins. Mais j'ai l'impression qu'il y a dix ans, il y avait plus de commerces qui ne faisaient qu'une ou deux saisons. Là, quand je me promène, je trouve que ça s'est plutôt stabilisé, avec des commerces qui arrivent à s'implanter.

**Comment est-ce qu'on peut imaginer le centre-ville marseillais d'après le Covid ?**

Vendre de manière plus éthique. Est-ce que d'un point de vue sociétal, on a besoin de plein de commerces qui vendent des choses inutiles ? Quand on regarde ce qui se vend dans le centre-ville : il y a un ou deux magasins de bricolage, des quincailleries, des bazars chinois, des tonnes de snacks, mais encore très peu de vente de produits bruts. Presque uniquement des produits transformés. Être résilient face à cette crise, est-ce que ce ne serait pas revenir aux basiques ? Quand dans un centre-ville, il y a plus de restos que de marchés, est-ce qu'il n'y a pas un problème ? Je pense que les commerçants seraient prêts à faire cette transition.◆

Recueilli par
**MARION DOUZET**

# Le mal-logement, mal marseillais

Habitations insalubres et indignes, marchands de sommeils prospères... Après l'inaction de la droite durant des années, le Printemps marseillais doit mettre les bouchées doubles pour enrayer le mal-logement.

Par **LAURE LEMEILLE**
Photos **ANTHONY MICALLEF**

**Baya, 70 ans, vit dans une minuscule chambre d'hôtel sans salle de bain.** PHOTO ANTHONY MICALLEF

«*Stop aux expulsions. Logements dignes et permanents pour toutes et tous.*» Devant la préfecture de Marseille ce jeudi 28 janvier, une cinquantaine de personnes interpellent les institutions sur les conditions de misère de presque 70 migrants, demandeur.ses d'asile et sans papiers dans le squat du «Petit Séminaire». Façades délabrées, eau courante manquante, branchements de fortune en guise d'électricité, mais pas que. Labijague, Sierra-Léonais, raconte son quotidien là-bas : *«Tu n'as pas d'intimité, tu ne peux inviter personne, tu n'as même pas d'endroit pour cuisiner. Aucun humain ne mérite de vivre dans ce genre d'endroit.»* Solidité du bâtiment compromise et mise en danger de vie imminente, la ville de Marseille décide d'évacuer les lieux fin novembre. Depuis janvier, elle multiplie les signalements d'habitats indignes à la justice et le maire, Benoît Payan, rappelle sa volonté d'offrir des logements de qualité à tous les Marseillais..

## «FAIRE PRESSION»

Ils sont environ 100 000 à occuper un taudis aux quatre coins de la ville. La politique du logement veut que ces lieux inhabitables soient débarrassés avant que des drames n'arrivent. Une fois le péril déjoué, où et comment réintégrer toutes ces personnes ? Dans des hôtels ? Un article de *20 minutes* indique que 400 à 500 personnes y sont placés actuellement, mais cette solution n'est ni viable, ni vivable. Elle permet en grande partie à la mairie de pallier son incapacité à installer ces demandeurs dans des logements sociaux. Selon la Metropole Aix-Marseille-Provence, environ 70% des habitants sont éligibles à ce type de bail, mais le parc immobilier est très restreint, avec un taux de disponibilité à hauteur de 20,28% selon les chiffres du ministère de la Cohésion et des territoires. A tel point que *«la mairie demande aux habitants de retourner dans leur appartement. Ce que nous considérons insalubre n'est pas considéré comme tel par les institutions»* explique Dominique, du Collectif du 5 Novembre, *«la politique doit être volontariste, quitte à construire des HLM normés au cœur de la ville, où bien les associations vont continuer à faire pression auprès des pouvoirs publics pour remettre aux normes l'ensemble des bâtiments».* Chose complexe puisque cela relève du domaine privé. Toujours selon le militant, quelques avancées, plus symboliques que concrètes, ont été constatées depuis que le Printemps marseillais a pris les rênes de la ville en juin. Le dialogue autour du mal-logement semble déjà plus ouvert à la discussion.

Une des priorités absolues de la liste de gauche lors de sa campagne municipale. Les propositions d'actions, qui sont ressorties du Conseil municipal remanié, le 24 novembre dernier, pour résorber ces habitats indécents, apportent une lueur d'espoir. 3000 logements sociaux supplémentaires, multiplication des opérations d'acquisition de biens privés par le domaine public pour amélioration, extension des dispositifs de relogement provisoires, ou encore lutte contre les *«marchands de sommeil»*, ces bailleurs qui louent des logements onéreux et insalubres.

## DOSSIER KAFKAÏEN

Parmi les nouvelles figures, quelques-unes sont engagées comme Marie Batoux, chargée de l'éducation populaire. La 16e adjointe au maire, habitante de Noailles, est à l'initiative du collectif cité plus haut. Patrick Amico, nouvel élu en charge du logement et de l'habitat indigne, est un ancien ingénieur en bâtiment qui se revendique militant pour la cause du logement. Serait-ce le présage d'une équipe plus à l'écoute et prête à mettre en place une stratégie sérieuse ? Contactés par la rédaction, les nouveaux vacataires n'ont pas donné suite à nos questions. Quoi qu'il en soit, ils héritent d'un dossier kafkaïen, impliquant de revoir de fond en comble le patrimoine de la ville. Il faudra des mois, voire des années, mais la situation urge.

En 2015 déjà, un rapport sur le parc immobilier marseillais alerte sur l'état de 40 000 logements délabrés comportant un risque élevé pour la sécurité des citoyens. Et le diagnostic se révèle juste en 2018 lorsque les deux immeubles de la rue d'Aubagne s'effondrent sur ses résidents. 8 morts au total. Dans les mois qui suivent, 4 500 Marseillais sont évacués dans presque 600 immeubles dangereux, selon les associations. Dialogue difficile, une longue liste de préconisations est tout de même dressée à la municipalité. Jean-Claude Gaudin, l'ancien maire Les Républicains, a eu son lot de critiques et a même été sanctionné plus d'une fois par la justice pour son inaction sur la question du logement. Début 2020, plusieurs conseillers municipaux du parti de droite ont été épinglés pour avoir loué des appartements impropres à l'habitation. Les négociations entre délégations et pouvoirs publics seront reconduites tant que ces laissés-pour-comptes du logement n'auront pas gain de cause. En plus d'une gestion sanitaire de la crise du Covid-19 et la résolution d'innombrables problématiques sur le territoire, l'enjeu du PM sera de rendre aux habitants leur dignité. ◆

PHOTO ANTHONY MICALLEF

# Anthony Micallef, balance ton toit

Après le drame de la rue d'Aubagne en 2018, le photographe indépendant a mis en lumière la vie d'après des délogés. Endettés et sans perspective d'avenir, Anthony Micallef a su capter leur désarroi.

*«Ce qui m'intéresse, c'est le récit de vie.»* Anthony plante le décor. Dans son petit appartement, le photographe bûche sur son nouveau projet. Voilà deux jours qu'il n'a pas pointé le nez dehors. En cause, un livre de cent cinquante pages qui réunira images et témoignages collectés lors de son long reportage sur la question du mal logement à Marseille. L'aboutissement de Indigne Toit, un travail colossal né après l'effondrement des deux immeubles à Noailles.

Plus jeune, il étudie à Sciences-Po Lille puis intègre les rédactions de télévision parisiennes. *«J'ai filmé des choses qui étaient justifiées par l'impératif de la diffusion, mais qui étaient terribles humainement»,* raconte Anthony. Il ne se reconnaît plus. A l'été 2018, le journaliste quitte la grisaille parisienne pour le soleil marseillais. Quelques semaines avant le drame de la rue d'Aubagne.

*«Tous les médias sont là. Je n'y vais pas tout de suite mais quelques semaines plus tard»,* confie ce Montpelliérain d'origine, attablé. Ce qu'il nomme le *«hard news»*, ce n'est pas son truc. A 36 ans, il veut photographier *«l'après»*. Celui qui était pressé par sa vie parisienne, peut désormais travailler sur le temps long. Lorsqu'il se rend à Noailles, le photoreporter remarque que de nombreux habitants sortent des immeubles avec des valises. Un autre jour, il s'aperçoit que le Panier est lui aussi en péril. *«Quelque chose est en train de se passer»* se dit-il. L'idée de Indigne Toit vient logiquement. *«En conséquence, ce sont des milliers de personnes délogées. Personne ne l'a raconté. Pourtant, la vie de ces gens-là s'est arrêtée pendant trois mois pour certains et jusqu'à deux ans pour d'autres. C'est plus de l'ordre du drame humanitaire que de l'accident.»*

### «J'EN FAISAIS DES CAUCHEMARS»

Indigne Toit le poursuit jusque dans sa vie personnelle. *«C'est la première fois qu'un reportage commençait à m'habiter. J'y pensais le soir jusqu'à en faire des cauchemars.»* Il a pourtant sillonné des territoires rongés par la guerre, comme l'Iran et l'Irak. *«La différence, c'est la durée et la proximité avec les gens.»* Il se prend d'affection pour Baya, une dame de 70 ans qui vit dans une minuscule chambre d'hôtel sans salle de bain. Elle finit par obtenir un logement social, après un long combat. Mais aucun meuble ne peut habiller son nouveau domicile. Anthony crée alors une cagnotte en ligne. Il *«sort de son rôle de journaliste»,* lui qui a *«toujours su faire la part des choses»*. En quelques jours, dix mille euros sont récoltés.

### «UN OISEAU QUI NE SAIT PAS OÙ SE POSER»

*«Le plus difficile, c'est le montage des sons.»* Ils complètent les images et permettent *«de mieux raconter le mal logement».* Sa gorge se serre lorsqu'il écoute les témoignages en boucle. *«J'entends Baya répéter 'quand on a un logement, tu peux faire venir les gens chez toi, tu as le cœur ouvert. Moi qui suis dans cette chambre enfermée, je suis comme un oiseau qui ne sait pas où se poser, ça pénètre plus que quand tu retouches une photo.»* Pour Anthony, la photo, *«c'est la dignité [...] Les gens sont beaux dans un moment compliqué.»* Son livre sera disponible en mai prochain dans toutes les librairies de France. ◆

Par **MANON REINHARDT**

# Fin de saison pour le Printemps marseillais ?

Depuis la démission de Michèle Rubirola le 15 décembre, son remplaçant Benoît Payan ne fait pas l'unanimité, surtout chez les militants les plus à gauche.

Michèle Rubirola et Benoît Payan sur le Vieux-Port

Par **HÉLOÏSE PIERAGNOLI**

« *Je n'ai pas voté pour le Printemps, mais plutôt afin de dégager Gaudin»,* souffle Karine N., militante pourtant investie dans le parti. Elle assure que n'importe quel parti pouvant battre la droite *«aurait fait l'affaire».* Après vingt-cinq ans de gaudinisme, la vie politique marseillaise semble à l'agonie. Une lueur d'espoir est alors brandie par un nouveau parti, le Printemps marseillais. Le but : une mouvance politique horizontale, avec comme objectif premier une implication majeure des citoyens dans les décisions politiques. L'émergence d'une nouvelle démocratie citoyenne qui traumatise le Parti socialiste et le Parti communiste, selon Frédéric Legrand, journaliste et militant de l'union des gauches. *«Ils se sont dit : on va être entourés de gens qui ont le temps de nous casser les pieds ! Pour eux, les ambitions du PM étaient irréalisables.»* Créer un parti sans hiérarchie, et donc sans véritable leader, était peu crédible. C'est pour cela qu'à peine les discussions engagées, à l'été 2019, les Verts décident de quitter le navire. En cause : cette soi-disant union était bel et bien sous le joug des socialistes. C'est à ce moment que Michèle Rubirola fait parler d'elle, en se désolidarisant de son parti pour rester dans l'union. Valérie Manteau, lauréate du prix Renaudot en 2018, écrit à ce sujet : *«On découvre une femme, médecin, simple et souriante, qui n'a pas les dents qui rayent le parquet. Elle est bien, elle, voilà ce qu'on se dit, à moins d'un an de l'élection.»* On a alors fait sentir au socialiste que son parcours politique est un frein à l'élévation du Printemps marseillais. Surtout dans une ville où le Parti socialiste a tardé à rompre avec le clientélisme. Selon le storytelling mis en place depuis, le jeune loup se *«sacrifie»* et reste dans l'ombre de Rubirola. Une personnalité plus accessible à travers laquelle les habitants s'identifient naturellement. Une stratégie imaginée par Marie-Arlette Carlotti, une proche de Payan : dès les départementales de 2015, l'ancienne ministre du Travail avait flairé le duo gagnant Payan-Rubirola.

## Floués

Le 15 décembre 2020, annonce fracassante : Michèle Rubirola démissionne. Elle balance une phrase bien préparée, selon laquelle Marseille aurait besoin d'un urgentiste, alors qu'elle est plutôt spécialiste du temps long. *«Dès le début, on savait que les rapports de force, ce n'était pas son truc,* se remémore Frédéric. *Mais on s'imaginait qu'elle se serait adaptée.»* Les urgences liées à la crise sanitaire et l'état des finances de la ville auront eu raison de la femme politique éphémère. Elle passe le fauteuil brûlant à son premier adjoint, Benoît Payan. Vu comme quelqu'un d'ambitieux, l'ancien guériniste n'est pas populaire. Pour preuve : lorsqu'il est encore en tête de liste, 50 candidats sont inscrits. Alors que dès que Michèle Rubirola prend sa place, le nombre s'élève à 450 candidats. Pour Frédéric Legrand, *«la campagne du Printemps marseillais, c'était : Rubirola est là».* Pas étonnant, donc, que les électeurs du parti naissant se sentent floués dans ce remplacement-éclair par le politicien. Et le nouvel édile supporte mal la critique. Pire, il ne comprend pas que l'on puisse s'insurger de sa nouvelle place à la mairie. *«Le principal danger de Payan, c'est lui-même,* admet Frédéric. *Il s'enferme dans une incompréhension de la légitimité de la critique… Il me rappelle Gaudin qui, dans sa dernière interview au* Figaro, *réfutait tou-*

**le 28 juin.** PHOTO CHRISTOPHE SIMON. AFP

**Le nouvel édile Benoît Payan supporte mal la critique. Pire, il ne comprend pas que l'on puisse s'insurger de sa nouvelle place à la mairie.**

*jours son implication dans le drame d'Aubagne.»*

## «Culte»

L'apparatchik Benoît Payan ne blase pas tout le monde. Karine y croit encore, comme en 2019: *«Je trouve que le Printemps marseillais reste un mouvement horizontal, dans le sens où nous, les militants, pouvons contacter facilement nos élus.»* Mais pour Frédéric Legrand, ils ne sont pas à l'écoute: *«Leur culte de l'efficacité les empêche de concerter vraiment les citoyens.»*

Dans un rapport daté de janvier 2020, le Collectif des écoles marseillaises a dénoncé que sur 118 écoles, 67 ont des bâtiments dangereux. Preuve à l'appui: des photos d'effondrement de plafond, ou de sanitaires en piteux état. Karine ne se démonte pas et défend son parti bec et ongles: *«Je comprends l'impatience des gens qui ont fait confiance au Printemps marseillais, mais il n'y a pas rien.»* Nombre de partisans considèrent tout de même que les actes sont trop lents, voire inexistants. Et des murmures tendus s'élèvent dans les couloirs de l'hôtel de ville: faudrait-il destituer Benoît Payan? Impossible d'avoir l'affirmation. Tenant son bateau à flots d'une main de fer, ce dernier ne laissera pas son équipage se mutiner si facilement. ◆

# Régionales: l'union de la gauche attend son feu Vert

**Les élections de juin approchent et déjà, la gauche tente de s'organiser. Mais le succès du Printemps marseillais est-il transposable à l'échelle régionale?**

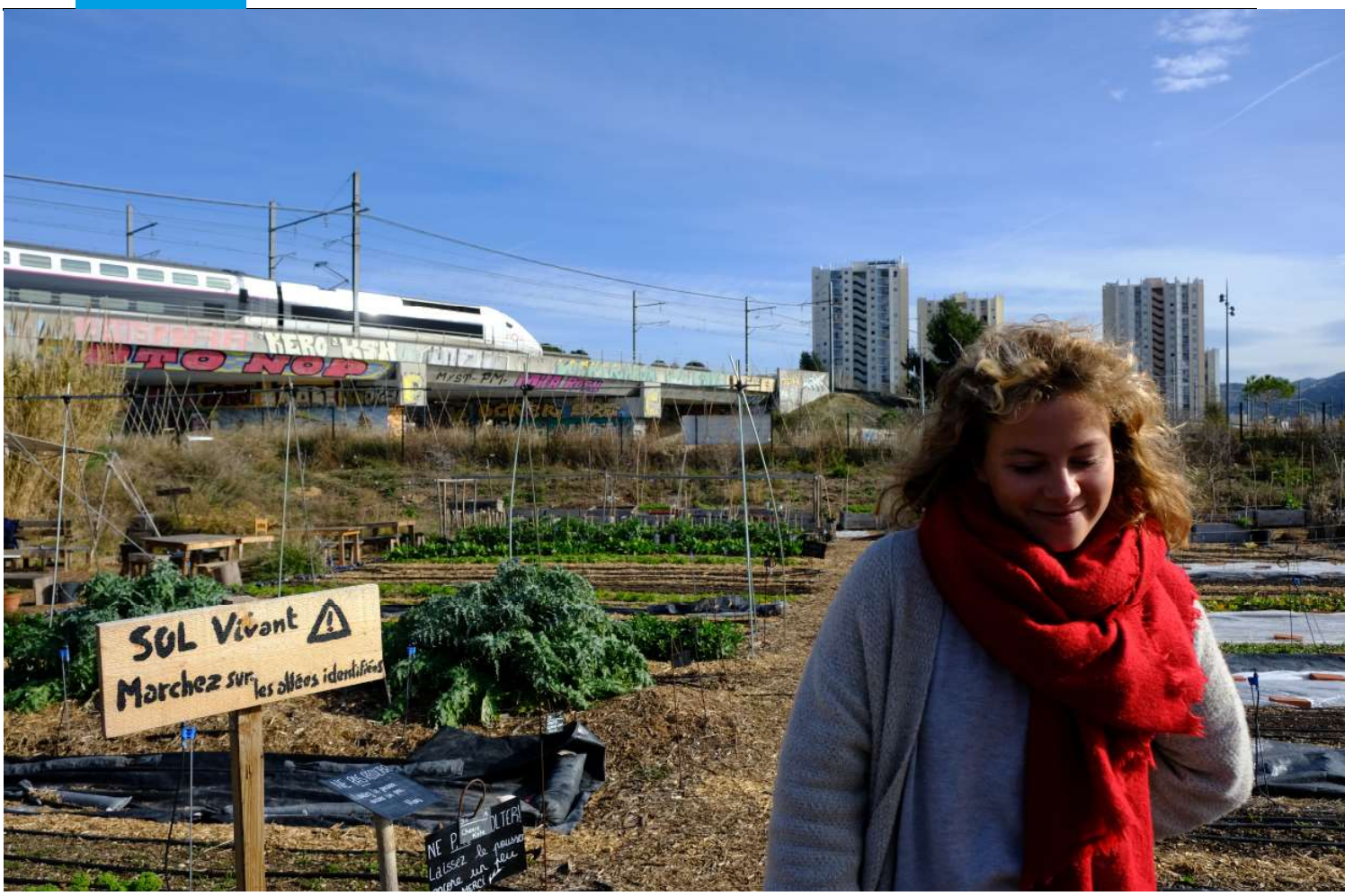
La gauche peut-elle s'unir pour gagner les régionales? Plusieurs personnalités issues du PS, d'EE-LV, du PCF ou de la société civile ont appelé le 21 janvier à créer *«un rassemblement inédit au premier tour»,* une sorte de Printemps marseillais bis. Six ans après le cuisant échec de 2015, où le PS, qui dirigeait la région depuis 1998 s'était retiré au second tour pour soutenir Les Républicains face au Rassemblement national, est-il possible de recréer l'exploit des municipales? Rien n'est moins sûr, surtout que le changement de tête à la mairie a laissé un goût amer à une partie de la gauche marseillaise.

Pour le politiste Nicolas Maisetti, *«il y a un espace ouvert, mais il est vide».* Dans la tribune, pas beaucoup de concret. Les signataires appellent à *«des politiques publiques ambitieuses», «relocaliser et transformer l'économie»* ou encore *«changer notre regard sur la nature et le vivant».* Comment cette union compte-elle se placer face à ses adversaires? Si la gauche vise le créneau de la rupture face à la politique du gouvernement, il est déjà conduit par le président de région. *«Au niveau local, Renaud Muselier s'est déjà placé en opposant à En marche».* Selon Nicolas Maisetti, le choix de la tête de liste sera déterminant: *«Il définira les lignes directrices du mouvement.»* Or, cela risque de bloquer. L'un des atouts majeurs du PM était l'idée du renouvellement. Mais en guise de renouvellement, c'est finalement le PS qui a accédé à la mairie en décembre. Cette carte semble donc compliquée à utiliser de nouveau. Et le consensus sur une tête de mouvement sera difficile à obtenir. Surtout qu'il n'est pas encore né que des voix dissidentes s'élèvent déjà, notamment EE-LV, qui ne voit pas l'idée d'un bon œil.

Quelques jours après avoir signé l'appel au rassemblement, le chef de file EE-LV pour les régionales Olivier Dubuquoy s'est vu rappeler à l'ordre par son bureau national et a écopé d'un avertissement et d'une suspension. Motif? Il n'était *«pas habilité à mener les discussions au nom du parti».* Pas d'union locale sans aval du bureau national. Les Verts, galvanisés par leur succès dans plusieurs grandes villes aux municipales, ambitionnent de continuer à grandir en faisant cavalier seul. C'était d'ailleurs déjà la position du parti au moment de la création du Printemps marseillais: ils avaient exclu Michèle Rubirola pour avoir cédé à l'appel du rassemblement et avaient mené de front leur propre campagne. Face à son succès, la tête de liste Sébastien Barles l'avait finalement rejoint au second tour pour récupérer le poste d'adjoint au maire à la transition écologique. Il est aujourd'hui signataire de cette tribune prônant un mouvement *«large, inclusif et porteur d'espoir.»*

Les premiers sondages montrent que pour les régionales, un éclatement de la gauche lui serait fatal. Selon une étude de l'IFOP, une multitude de candidats profiterait au Rassemblement national et rendrait la gauche invisible. LR seraient en deuxième position, menant tout droit à un nouveau duel droite contre extrême droite. Olivier Dubuquoy se veut rassurant: *«Face à l'urgence sociale et écologique, l'union est la clé.»* Selon lui, ce n'est qu'une question de temps pour que les calendriers s'accordent: *«Nous avons une vision plus courte terme tandis que Paris à une vision de long terme.»* Mais quand est-ce que les différents partis de gauche réussiront à s'entendre pour une alliance? Sans compter que la crise du Covid a rebattu les cartes. *«Il est probable qu'il y ait très peu de citoyens qui aillent voter, ce qui va totalement bousculer les résultats»,* s'inquiète Nicolas Maisetti. A l'aube d'un troisième confinement, les Français prendront-ils le temps de s'intéresser aux élections? Thierry Mariani est le candidat RN et la candidature de Renaud Muselier pour LR ne fait presque aucun doute. La gauche n'a encore annoncé personne. Elle part désavantagée dans la bataille et doit faire attention à ne pas perdre trop de temps à se mettre d'accord, au risque de récupérer le rôle de Casper le fantôme. ◆

**MAXIME PERNET**




**Juliette est responsable de l'espace pédagogique du Talus.**

# Le Talus : la ferme se rebelle

Aux portes du quartier Air-Bel, le Talus accueille chaque jour ceux qui veulent planter des graines, acheter des salades locales ou boire un verre près du potager. Une nouvelle façon de consommer qui plaît aux Marseillais.

Par **DIANE PEZERON**
Photos **CARLA BUTTING**

Avec sa horde de voitures, ses imposantes barres d'immeubles et sa ligne ferroviaire, le quartier de Saint-Jean du Désert (12e) ressemble à n'importe quelle zone industrielle… ou presque. Au milieu de cette agitation urbaine, se trouve une ferme, Le Talus. Une pancarte bricolée en guise de bienvenue, cet îlot de verdure intrigue les passants. Passé l'entrée, il faut contourner l'imposant potager où émerge une multitude de légumes pour rejoindre l'espace détente. Ce matin, le bar et la terrasse ensoleillés du Talus offrent un véritable havre de paix pour les quelques bénévoles présents. *«Je vous offre un café»,* lance gaiement Luce au son d'une musique cubaine. En service civique à la ferme, la jeune femme de 21 ans, chaussée de bottes et coiffée d'un bonnet noir , ne cache pas son attachement au lieu. *«Pour une ville comme Marseille, le principe est novateur, c'est vraiment cool.»* Ferme urbaine et collaborative, le lieu permet à chacun de devenir adhérent, de se fournir en légumes et de louer son propre potager. Il faut attendre 2018 pour que cette ancienne décharge de chantier devienne ce que l'association considère désormais comme *«un laboratoire de la transition énergétique».* Sans engrais, ni chimie, la récolte se fait dans le respect de l'écosystème. La terre n'est pas retournée, les adhérents récoltent les légumes de saison directement au sol. Des produits frais, naturels récoltés grâce à des méthodes durables, Le Talus souhaite repenser notre manière de consommer. *«Bien sûr que l'idée est de manger local»,* déclare Luce.

Penser une agriculture saine n'est pas sans difficultés. Eva, responsable maraîchère, ne le sait que trop bien. *«La dernière fois on a eu une invasion de rats»,* raconte-t-elle en pointant du doigt les allées. *«Ça a pratiquement détruit nos récoltes.»* La jeune femme poursuit: *«Il y a des semaines où on a pas grand*

*chose, il faut savoir gérer.»* Rien n'entache pour autant sa détermination. En plein essor, de nouvelles serres ont été installées afin d'abriter des fruits exotiques.

## LE PARTAGE GRÂCE À LA TERRE

Pour Eva, l'enjeu de la ferme n'est pas seulement environnemental. *«L'idée est de créer du lien social en se reconnectant à la nature.»* Planté aux portes d'Air-Bel, quartier populaire de la ville, les portes du Talus se veulent ouvertes à tous. Dans un contexte de précarité, l'environnement passe souvent au second plan. Pourtant, mêler l'écologie au social n'est pas impossible. *«Chacun apporte ses connaissances à l'autre. On est ensemble, on apprend ensemble. Il s'agit également d'un projet d'intégration.»* Au fil du temps, les habitants du quartier se sont laissés prendre au jeu. *«La création d'un espace vert les a rendu curieux,* explique Luce. *Beaucoup sont venus voir ce qui se passait, nous ont posé des questions.»* Aujourd'hui le Talus compte environ 2 000 adhérents.

En plus d'un jardin, d'un poulailler et d'un espace détente, les activités sont nombreuses. Séance de menuiserie, temps de dialogue, le Talus est un lieu de vie. Son objectif? Sensibiliser les populations à l'environnement. À commencer par les plus jeunes. Doté d'un espace pédagogique, le Talus est en partenariat avec l'école du quartier Air-Bel. Une fois par semaine, les bénévoles font découvrir la joie du jardinage aux enfants. Eva ne cache pas son enthousiasme: *«Ils sont hyper curieux avec une grande capacité de mémorisation. Dans cette ferme, les enfants apprennent à planter, construire un potager, à mettre les mains dans la terre.»* Grâce à eux, de nombreux parents les accompagnent. Se reconnecter à la nature, l'initiative réjouit les petits comme les grands.

> **«L'idée est de créer du lien social en se reconnectant à la nature.»**
>
> **Eva**
> Responsable maraîchère du Talus

## SORTIR DES SENTIERS BATTUS

Accoudée au bar, Sonia remplit sa carte d'adhérente. C'est la première fois que la quinquagénaire se rend au Talus. Pour cette amatrice de produits locaux, découvrir ce lieu alternatif *«est plus qu'un plaisir».* Face aux multitudes d'enseignes et de supermarchés, Sonia déplore l'oubli des valeurs simples, pourtant essentielles selon elle: *«Ce qui est navrant, c'est de constater qu'on a plus aucun contact avec la nature, on ne sait plus rien faire aujourd'hui, encore moins planter des légumes.»* Loin d'être *«une militante»*, Sonia souhaite simplement vivre de manière plus responsable. *«Je veux savoir d'où vient ce que je consomme. Cet endroit est pour moi un lieu alternatif et raisonné.»* Midi retentit et le Talus va fermer ses portes aux visiteurs. *«On a encore plein de boulot»,* sourit Luce en enfilant son bonnet. Ni la crise sanitaire, ni les efforts intenses ne viennent à bout des bénévoles. Ces derniers fourmillent d'idées pour faire prospérer le terrain vert. Prochaine étape? Créer un rucher pédagogique, un espace d'exposition ou encore de nouveaux bacs à louer. A l'image de son potager, le Talus continue de pousser. ◆

# Le Super Cafoutch parti pour super marcher

Devenir client, employé et patron d'un supermarché à Marseille? C'est l'idée de la petite épicerie collaborative qui met en avant les producteurs locaux.

Par **LISA DAVET**

Ils sont 562 à faire marcher cette petite épicerie collaborative dans le 2e arrondissement de Marseille. Pharmaciens, postiers, restaurateurs… Tout le monde peut adhérer au projet. Eva est ethnologue, elle y collabore depuis quatre ans: *«C'est génial car on peut décider des articles à vendre et on sait ce que l'on achète mais aussi d'où ça vient.»* Le principe est assez simple: en échange de l'accès aux produits du Super Cafoutch, les coopérateurs viennent trois heures par mois pour aider à la logistique du magasin: ménage, comptabilité, approvisionnement. Lors de son arrivée à Marseille, Clémence, emballée par l'idée, s'est aussitôt inscrite: *«Ici les marges sont fixées à 23% alors que dans des magasins bio elles sont de 50% sur certains produits. C'est bénéfique pour les clients mais aussi pour les producteurs.»* L'argent gagné sert à payer le loyer et les charges ainsi qu'à économiser pour trouver un plus grand local à Marseille. Cette pharmacienne est très impliquée dans le choix des produits: *«Je voulais vraiment arrêter d'aller faire mes courses en grande surface, ici je peux donner mon point de vue.»* Les produits proposés sont d'origine locale et artisanale. De l'alimentation aux cosmétiques, la provenance et les ingrédients utilisés sont connus par tous les adhérents.

**«COLLABORATIF».** Eva reste souvent au-delà des trois heures obligatoires: *«C'est un endroit où l'on découvre toujours de nouvelles personnes, on peut échanger sur notre mode de consommation et se donner des astuces pour mieux manger.»* Ce jour-là, Claire est d'ailleurs venue pour s'inscrire: *«C'est dans mon quartier, c'est collaboratif et bio, il faudrait plus d'endroits comme ça à Marseille.»* Elle se sent déjà très bien accueillie par l'équipe du jour.

**NUTELLA.** Pour les bénévoles ce n'est pas toujours facile de se mettre d'accord sur les produits ou horaires de travail. *«On a dû apprendre les métiers de la vente: voir les producteurs, négocier, faire le suivi des produits, trouver les bonnes quantités…»* raconte Eva. Une situation pas toujours évidente surtout en période de confinement. Il a fallu convaincre les collaborateurs de proposer des livraisons bénévolement pour continuer à faire vivre le Super Cafoutch. Clémence, elle, se bat aussi pour éviter l'arrivée de produits industriels comme le Nutella: *«On est censé écouter l'avis de tous les coopérateurs mais nous on a décidé de ne faire que du local et du bio contrairement à Paris.»*

Le même concept existe en effet depuis 2016 dans la capitale sous le nom de La Louve. Et avant de s'implanter en France, cette idée de supermarchés collaboratifs est née à Brooklyn dans les années 70, avec la Park Slope Food Coop. En France, d'autres magasins commencent à émerger comme à Lille, Grenoble ou Toulouse. Et même si d'après un récent sondage de l'Observatoire société et consommation (Obsoco), seuls 1% des Français disent les fréquenter, c'est l'illustration d'un nouveau mode de consommation de plus en plus recherché. ◆

LE MES
SEMA
NOTRE SPÉCIALITÉ
ULTRA
LOCAL
FRAIS
DE SAISON
LA COMPOSITION

## L'ŒIL DE LA PHOTOGRAPHE

# Terre de rencontres

Par **CARLA BUTTING**

L'hiver est doux à Marseille. Les salariés du Talus en profitent, enchaînent les tasses de café et lézardent au soleil. Pour eux, le temps semble s'écouler lentement. Et avec la lenteur vient la douceur. *«Ce matin c'est tranquille»,* confie Luce, l'une des employées de la ferme urbaine, qui se réjouit chaque fois de faire visiter les lieux aux curieux.

Ce mois de janvier est différent des autres. Normalement, il faudrait faire à manger pour la communauté de bénévoles, accueillir les écoliers venus jardiner, ou organiser le prochain concert qui aura lieu sous les tivolis du bar. Mais le Covid et l'hiver ont mis les activités de la ferme urbaine sur pause. Le restaurant est fermé, et de toute façon, les légumes ont du mal à pousser. Heureusement, il y a les poules et la culture de mesclun, dont il faut s'occuper au quotidien.

Reste le lien social entre les habitants du coin et les autres, qu'il faut chérir autant que les jeunes pousses du potager. Parce que le Talus est une petite révolution écologique qui a besoin des autres.

Ici, la diversité est aussi sociale que biologique. Au cœur d'un espace ultra-urbanisé, aux portes d'une cité rongée par la précarité, le Talus a poussé comme une fleur au milieu du désert. On y oublie presque le bruit du périphérique et des trains qui longent l'ancienne friche. Ici on construit ensemble le monde de demain. Celui où le temps ne s'achète pas, où l'entraide réchauffe les âmes, et où l'assiette ne se remplit pas toute seule, mais à force de réflexion et d'optimisme.

Marseille est peut-être la ville française qui en avait le plus besoin. Car la fracture sociale y est si large et la précarité y est si grande, que des milliers d'habitants ont vu en ce lieu un pansement. Evidemment, l'équipe balbutie encore parfois. Les rats viennent compliquer les plans des bénévoles, et les décisions de groupe sont parfois difficiles à prendre. Mais la détermination de ceux qui ont bâti ce lieu de leurs propres mains se nourrit de rencontres. Et ici l'humain rencontre l'humain grâce à la terre. C'est peut-être tout ce dont le monde a besoin en 2021.◆

# OM : OÙ SONT LES FEMMES ?

PHOTO CAPUCINE LAULANET

# Le club ne semble s'intéresser qu'aux joueurs professionnels de Ligue 1, laissant ses féminines livrées à elles-mêmes. La section ressemble à une équipe fantôme inaccessible, surtout depuis la suspension des compétitions amateures en octobre.

Par **CÉLESTIN BOUGÈRE** et **DIANA MELHEM**

On voyait déjà le titre écrit en gros sur le haut de notre page sport : *«L'OM féminin, dans l'ombre des hommes.»* Il semble que l'équipe de Christophe Parra soit dans l'ombre tout court. Une équipe récente, un manque clair de moyens, de professionnalisme et un staff retranché. Un bilan qui nous laisse sur notre faim. Malheureusement, nous n'en saurons pas plus. Pour progresser et concurrencer les plus grandes équipes, il faudrait certainement un plus gros investissement du club. Mais surtout, il faudrait les rendre plus visibles.

S'ils évoluent tous sous les mêmes couleurs, les filles de l'OM n'ont pas vraiment le même statut que leurs homologues masculins. Au contraire, les deux équipes semblent exister dans deux mondes totalement opposés. D'un côté, les stars qui foulent chaque semaine la pelouse du Vélodrome suivies par des milliers de fans, de l'autre des jeunes amatrices qui s'accrochent au rêve de devenir un jour professionnelles. En ces temps difficiles, elles auraient bien besoin de supporters pour effacer l'image de fantôme qu'elles renvoient.

## UN TWEET TOUS LES 36 DU MOIS

Contents de pouvoir mettre enfin la lumière sur une équipe féminine de football, on avait pourtant débuté nos recherches avec enthousiasme. En arpentant les réseaux sociaux, on a vite été déçu. On se sentait seuls comme dans les tribunes du vélodrome depuis le début de saison. Sur Twitter et Instagram, le compte officiel de l'OM féminin n'a plus rien publié depuis l'été 2019. C'est à peine si le compte Facebook suivait l'actualité de l'équipe jusqu'à l'arrêt des matchs pour des raisons sanitaires. *«Il y a peu d'échos de la situation des femmes en ce moment, à part un tweet tous les 36 du mois qui les montrent en train de s'entraîner»*, raconte la journaliste du Peuple olympien Valentine Paillez. Les joueuses, elles, sont bien présentes sur les réseaux. Chacune d'elles a son compte, et quelques centaines de followers. Toutes pourtant laissent notre demande d'interview sans réponse. N'ont-elles pas envie de nous partager leurs parcours, ou ont-elles été bloquées par leur club ? Une deuxième option tout à fait possible. Si certains membres du staff se voyaient bien répondre à nos questions, l'autorisation du club n'arrive jamais. Ce mystère entourant l'équipe féminine donne l'impression d'une base secrète qu'il faudrait protéger de l'extérieur. Un sentiment souvent ressenti lorsqu'on souhaite contacter un membre de l'équipe masculine, mais qu'on pensait éviter du côté des femmes de l'OM.

Pour avoir une idée de ce qui se passe à l'intérieur du club, une seule solution : contacter des joueuses qui n'y sont plus. La gardienne de Montpellier Blandine Joly est restée une saison à Marseille entre 2018 et 2019. *«L'OM est un club qui veut avoir le contrôle sur les médias et l'image de ses joueuses. Quand on avait une interview, c'était forcément géré par les attachés de presse»*, avoue-t-elle. Ce qui se passe à l'OM, reste à l'OM. C'est le triste constat de notre journée d'enquête. Même la banque d'images de l'AFP se vide au moment d'inscrire *«OM»* et *«féminin»* dans la barre de recherche. Sans aucun signe de vie de cette équipe féminine, on a même fini par se demander si elle existait vraiment.

## YOYO ENTRE LES DIVISIONS

La pandémie n'a rien arrangé. Le chômage partiel n'a étonnamment pas épargné les attachés de presse de l'OM. La voix féminine des messageries automatiques a été le seul contact humain répondant à nos nombreux appels. Par message, nous avons été renvoyés vers l'attaché de presse chargé de l'équipe féminine. En activité partielle, il n'a pas pu nous donner l'autorisation d'interviewer les joueuses ou l'entraîneur, Christophe Parra. Surprenant. Sans attaché de presse, comment le contact est-il possible ? Pas facile d'exister au milieu d'une crise sanitaire qui a mis en pause les activités sportives. Mais de l'extérieur, l'équipe féminine donne l'impression de ne même pas essayer de survivre. Les locaux semblent être à l'abandon, aucune personne pour nous répondre.

Autre explication à leur absence : la suspension totale de la D2. Le dernier match des Olympiennes était le 18 octobre 2020, face à Nîmes (5-1). Depuis, les joueuses n'ont plus l'autorisation de jouer et les matches sont reportés. Pour l'OM, cet arrêt des compétitions a un goût particulièrement amer. *«Le premier confinement nous a empêché de finir la saison, ce qui aurait pu nous sauver car il restait beaucoup de matches. On a été reléguées»* raconte Blandine Joly. Depuis les années 1980, elles font le yoyo entre la deuxième et la première division. La section féminine marseillaise avait d'ailleurs été dissoute entre 1986 et 2011. Preuve que cette équipe a toujours manqué de stabilité et de soutien. Valentine Paillez identifie la source du problème: *«Trois mots : Jacques-Henri Eyraud. Il ne porte pas assez d'attention à cette section, au contraire d'un Aulas. Ce manque d'implication engendre des recrutements pas si qualitatifs et donc des résultats très irréguliers voire trop faibles pour la D1»*.

Pourtant pour l'équilibre d'un groupe, le mélange entre jeunesse et expérience est essentiel. La jeunesse est là, mais les recrutements se font encore attendre. Pour l'ancienne gardienne Blandine Joly, *«Il faudrait faire venir des filles d'expérience qui pourraient être les cadres de l'équipe»*. De nombreux départs ont été officialisés après la relégation, laissant une équipe avec une moyenne d'âge de 18 ans. En 2016, l'OM lançait sa section sportive en partenariat avec le lycée Marseilleveyre pour le recrutement de jeunes joueuses. La priorité est donc de miser sur les jeunes. Sur la saison 2020-2021, 15 des 23 joueuses de l'équipe sont issues du centre de formation.

## MANQUE D'INVESTISSEMENT

Les autres écuries françaises semblent trop loin par rapport aux marseillaises. Le manque d'investissement est évident comparé aux grandes équipes comme Lyon, Le PSG ou Bordeaux. Pour Cécile Capdeville, nutritionniste de l'équipe masculine de l'OM, il existe également une différence de professionnalisme avec ces équipes. *«Chez les hommes, un suivi nutritionnel et psychologique est imposé. J'ai eu peu de joueuses à venir dans mon cabinet car c'est à leur bon vouloir et ce n'est pas remboursé. C'est un problème car pour leur objectif professionnel, une bonne hygiène de vie est indispensable.»*

La coupe du monde féminine 2019 a mis un coup de projecteur sur le football féminin qui n'est plus aussi invisible qu'auparavant. Mais force est de constater qu'à l'OM, la section féminine est étroitement liée et dépendante des résultats de l'équipe masculine. En ce moment, les hommes de Villas-Boas enchaînent les résultats décevants en Ligue 1 et les dirigeants sont tellement obnubilés par la volonté de les sauver qu'ils en oublient les féminines. *«Quand les hommes iront mieux, ils penseront enfin à regarder un peu plus chez les femmes»*, conclut Valentine Paillez.◆

**Emmanuel Trenque, chef de chœur à l'Opéra de Marseille.**

# Covid : l'opéra Trenque

Difficile d'être chef de chœur en temps de pandémie. Emmanuel Trenque, en poste à l'Opéra de Marseille depuis six ans, témoigne de son quotidien entravé par les mesures sanitaires.

Par **MARGOT FOURNIÉ**
Photo **CAPUCINE LAULANET**

*«C'est un travail de mécanicien.»* Les yeux d'Emmanuel Trenque pétillent. Ses mains tapotent le bois de la table au rythme de ses mots. Le chef de chœur de l'Opéra de Marseille harmonise le chant des choristes, comme son père avant lui. Ses trente chanteurs permanents ne doivent faire plus qu'un, une opération qui demande beaucoup de finesse. Il faut faire attention aux intonations, à la vitesse, la mémorisation du texte, la prononciation des sopranos, altos, ténors et basses. Complication supplémentaire : parfois, la troupe chante en langue étrangère. L'aide d'un coach particulier est alors nécessaire.

En suivant les partitions, les difficultés s'accumulent, mais pas question pour le chœur de déroger aux œuvres des compositeurs. *«On est juste un passager entre ce qu'a écrit Puccini, Verdi et le public»,* insiste Trenque, passé par l'Opéra Garnier. Le respect de l'ouvrage est ce qui permettra d'atteindre le *«résultat que j'avais imaginé, les cinq à six minutes de magie où tout se passe bien. C'est quelque chose qui me donne beaucoup d'émotion»,* confie le chef de chœur, passionné de musique depuis l'âge de 2 ans. Mais avec la crise du Covid, la mélodie s'essouffle.

### «TÉLÉTRAVAIL»

Le ton d'Emmanuel Trenque s'assombrit lorsqu'il évoque le proto-

**Sur place, les masques sont obligatoires, mais ils étouffent et fatiguent les choristes. Il est dur de suivre la cadence des quatre heures de répétition quotidiennes.**

cole sanitaire spécifique aux chanteurs. Durant les répétitions, les artistes sont tenus d'être à deux mètres de distance les uns des autres. Conséquence directe : ils ne peuvent plus s'entraîner dans leur studio habituel. «*On va à l'orchestre philharmonique de la Belle de Mai, à la salle des fêtes du conservatoire, dans les salles qui veulent nous accueillir. On est parfois en télétravail.*» Sur place, les masques sont obligatoires, mais ils étouffent et fatiguent les choristes. Il est dur de suivre la cadence des quatre heures de répétition quotidiennes, et certains aimeraient le voir disparaître. Ceux qui voudraient être testés tous les deux jours se font également entendre. Et l'aération des salles toutes les heures n'arrange rien. Pour autant, le maître du chœur de Marseille reste optimiste. *«On a la chance de pouvoir continuer à avoir une activité»,* souffle-t-il.

**«LA SALLE EST VIDE»**

*«Seulement un ouvrage a été annulé depuis la rentrée : l'Italienne à Alger. Je touche du bois.»* Pour cette bonne fortune, Emmanuel Trenque loue le soutien de la mairie, qui diffuse les œuvres sur son site web. En complétant avec celui de l'Opéra de Marseille et les réseaux sociaux, les artistes arrivent à maintenir une certaine visibilité. Mais devoir passer au numérique, *«c'est frustrant»,* et le rapport avec l'assistance change. *«La salle est vide. On n'entend plus les rappels.* La Bohème *quand on arrivait à la fin...C'est dur.»* L'émotion gagne la voix de celui qui est devenu chef de chœur professionnel à 25 ans. Emmanuel Trenque avoue une certaine incompréhension. Pourquoi ne pas perpétuer les spectacles en présentiel ? *«En octobre, on a accueilli du monde. On faisait des tests antigéniques toutes les semaines. Les musiciens, les chanteurs, le public étaient masqués. On n'a pas eu de soucis.»* Pour lui, pas besoin de réaliser des concerts tests : l'expérience a déjà été faite. Le maître du chœur de Marseille l'assure : *«On est prêts à recevoir le public. On attend.»*◆

PHOTO THÉO BESSARD

# Les écoles de musiques luttent cor et âme

Confinements, concerts annulés, isolement… face à la crise, les écoles de musique de Marseille doivent faire preuve d'ingéniosité pour garder le lien avec leurs élèves.

«*Un vivier de talents insoupçonné est mis à mal par des choix économiques douteux*» assène Céliza, enseignante à la Cité de la musique. Cette école regroupe huit lieux d'apprentissage dans la métropole marseillaise, la plupart en zone d'éducation prioritaire. Depuis la mise en place du couvre-feu, seuls les enfants sont autorisés à reprendre le chemin des cours. Une bouffée d'air pour ces musiciens en herbe qui n'ont suivi que six mois de cours en présentiel depuis un an et demi.

Depuis le début de la crise, les fractures ont été multiples. Numériques d'abord. Lors du premier confinement, en mars dernier, la Cité de la musique ne disposait d'aucun matériel électronique. Socioéconomiques ensuite. Nombreux sont les élèves qui ont été contraints d'arrêter la pratique de leur instrument en raison d'un appartement trop petit ou mal insonorisé.

L'équipe pédagogique dont fait partie Yolaine Callier a dû mettre les bouchées doubles pour maintenir le lien : *«La priorité était de n'avoir aucune perte de chances, et de garder le champ des possibles toujours ouvert»,* assure la coordinatrice de la Cité de la musique. Comment faire alors pour tenir en haleine les étudiants, séparés par des murs, des décrets et des attestations de déplacement ? L'enseignante met à disposition de l'élève des contenus divers sur une plateforme dédiée, accessibles également via une application. Enregistrements sonores, cours d'histoire de la musique, tutos montrant les bons doigtés sur Internet… Rien à rendre, rien d'obligatoire. L'élève décide lui-même de son rythme de progression avec un calendrier centré sur les besoins et les moyens plutôt que sur la performance.

De son côté, le conservatoire de Marignane a obligé ses élèves à écouter attentivement leurs propres productions. *«On ne pouvait pas les accompagner physiquement, déceler les mauvais doigtés, accords ou positions. On pouvait seulement leur faire prendre conscience de l'importance de la vibration de la musique,* explique l'enseignante Geneviève Prost. *En les obligeant à s'enregistrer pour nous envoyer leur travail, ils étaient obligés de s'autoparfaire et de ressentir leur musique, décelant jusque les plus petites imperfections.»*

La Cité de la musique entend les familles, sur le front en cette période. Beaucoup souhaitent être indemnisées en raison de l'annulation d'une grande partie des cours de musique de leurs enfants. Éloignés de l'équipe pédagogique, les élèves sont devenus leur propre professeur.

*«On commence à percevoir les signes d'une crise très profonde de la culture. Elle doit évoluer et faire jouer la solidarité interdisciplinaire, encourager les collaborations comme nous le faisons»,* prévient Nicolas Journot, directeur adjoint du conservatoire de Marseille. Pour lui, la réussite dépend de la santé psychologique des élèves, rudement mise à mal ces derniers temps. Sans calendrier clair, le conservatoire espère avoir l'autorisation de monter des répétitions en plein air, pour envisager de nouveaux projets. Une maigre consolation pour les étudiants, qui n'ont pas vraiment le moral. Comme Pacôme, 24 ans, joueur d'orgue, de piano et chanteur au conservatoire Pierre-Barbizet. Malgré un accès illimité à la salle de répétition grâce à une dérogation, l'étudiant est abattu de ne pas pouvoir partager ses créations. Pour lui, la crise sanitaire a amputé la musique d'une partie d'elle-même : celle du partage entre les artistes et les spectateurs.

**THÉO BESSARD**

**Coline Trouvé, jeudi au Daki Ling.** PHOTO CAPUCINE LAULANET

# Scène de crise au Daki Ling

Dans le petit théâtre de la rue d'Aubagne, les intermittents du spectacle continuent de se réunir pour répéter. Ils n'aspirent qu'à une chose : retrouver leur public et reprendre leurs créations.

Par **EVA MASSY**

Sur scène, un petit halo de lumière tamisée encercle Louise, le regard malicieux et provocant. La main sur la hanche. Un manteau rouge vif sur ses épaules nues. Elle répète son rôle, entourée de trois collègues, qui la regardent faire, concentrés sur ce moment presque solennel. Le reste de la scène est englouti dans la pénombre. Un peu comme l'ensemble du secteur culturel. Ici, au Daki Ling, une salle de spectacles de la rue d'Aubagne, le collectif des «Soirées colorées» s'entraîne pour la séance de samedi, à 15 heures. Une trentaine d'amis, invités, seront présents pour donner leur avis sur cette performance qui mêle érotisme et enquête policière. Ce sera l'occasion pour Coline Trouvé, à la tête du collectif, de présenter le projet à l'équipe du Daki Ling, en espérant bientôt pouvoir le jouer pour un *«vrai public».*

### «MANQUE»

Le monde du théâtre n'est pas totalement à l'arrêt, comme pourraient le croire les spectateurs qui ont perdu l'habitude des strapontins. Mais alors que se profile le scénario d'un troisième confinement, les intermittents du spectacle s'adaptent à ce contexte fait de contraintes et d'incertitudes : *«Pour l'instant, la seule chose qu'on peut faire, nous professionnels, c'est de continuer à créer. Et on continuera de le faire, de nous rassembler et d'échanger, en attendant de pouvoir retrouver le public, qui nous manque cruellement.»* Nicolas Rochette, son ami venu assister aux répétitions et membre quant à lui du collectif l'Esperos, explique que le plus gros de leur temps est désormais dédié à des stages et des ateliers. Destinés à un public désireux de s'octroyer un moment d'inspiration, mais aussi à des écoliers et des lycéens, ces ateliers sont un moyen pour eux, artistes, de pallier le manque de revenus. Une bouffée d'oxygène, certes, mais comme il l'observe : *«L'art vivant sans son public, ça n'a pas de sens.»*

### «ESPÈCE DE FLOU»

Si Internet et les applications type Zoom ont permis à beaucoup d'autres secteurs de maintenir un semblant d'activité, les deux artistes en sont convaincus : le théâtre ne se prête pas à cette modalité. *«Je n'ai surtout pas envie que ça devienne un système possible, qu'on puisse penser que ça se passe bien, finalement, et que la réouverture des salles peut attendre»,* confie-t-elle.

*«Le plus dur c'est d'être dans une espèce de flou, où rien n'est clair. On nous fait miroiter une potentielle réouverture des lieux publics et en même temps on nous brandit la menace d'un reconfinement... On se sent ballotés, amputés»,* témoigne Coline, le regard tourné vers la scène où plusieurs petits groupes répètent chacun dans leur coin, dans un méli-mélo de voix, d'éclats de rires et de musique ambiante. Le frénétisme qui parcourt la salle s'explique aussi par l'audace du Daki Ling. L'équipe, qui s'occupe de cette salle, prend part à un mouvement mené par le Syndicat national des arts vivants (Synavi) qui réclame la réouverture des lieux culturels. Tous les espaces qui souhaitent prendre le risque sont invités à ouvrir leurs portes au public, ce samedi, entre 15 heures et 16 heures. Le Daki Ling fera partie de l'opération, Coline et son collectif monteront sur scène. A travers des personnages et des scènes fictives, l'objectif du théâtre sera toujours de faire tomber les masques.◆

# L'overdose Raoult

Par
**ÉLISE REGAUD**

La bataille continue entre Didier Raoult et l'ordre des médecins. Un véritable ping-pong dont on ne comprend plus rien. Soyons clairs. Chloroquine oui puis non. Vaccin, pourquoi pas. Les masques, très peu pour lui. Bref, une année avec Didier Raoult en icône scientifique, c'est un sacré foutoir. Selon un sondage d'Harris Interactive, un français sur deux a une vision positive du célèbre professeur. Mais disons-le : l'homme était omniprésent et la bataille entre les spécialistes ressemblait plus à une guerre d'égo qu'à une véritable lutte contre le coronavirus. Alors, qui sera le nouveau messie de la France ?

**Paris et ses grands scientifiques n'ont qu'à bien se tenir! Le match OM-PSG version science est lancé.**

Les Marseillais semblent avoir trouvé leur rockstar : Des t-shirts à son effigie, son nom tagué sur les murs, son visage en tatouage... Il est partout. Les santonniers ont été submergés de commande du personnage Raoult. La tradition provençale à la sauce Covid. Dites-moi que c'est une mauvaise blague de comptoir ou un cauchemar prenant vie. Depuis l'été, ô miracle, sa présence médiatique a diminué. Mais balle au centre : Marseille a pris des allures de dissidente en prêchant la parole du directeur de l'Institut hospitalo-universitaire (IHU) Méditerranée. Paris et ses grands scientifiques n'ont qu'à bien se tenir! Le match OM-PSG version science est lancé. Marseille voulait son propre Conseil scientifique, que Paris lui lâche la grappe... jusqu'où vont-ils aller ? Didier Raoult est presque devenu le symbole de la fracture avec la capitale. *«On va rendre tout le monde fou»,* s'exclame-t-il à l'idée d'un troisième confinement. De toute façon, on a l'impression qu'aucune décision prise par Emmanuel Macron ne lui conviendrait. Des soutiens, il en a. On ne peut pas lui enlever la confiance de Nicolas Sarkozy. Et surtout des habitants de la région Paca. La majorité d'entre eux est pro-Raoult, 64% selon l'institut Harris Interactive. Certains attendaient même l'avis de leur «sauveur» pour se vacciner… En tout cas, on ne pourra pas sortir le bonnet d'âne pour notre figure locale qui vaccinera bien ses patients. Il va s'y soumettre. Mais ne nous excitons pas à cette idée. Il grommèle qu'il n'est pas convaincu. Bien que nous n'en soyons pas à rêver d'une love story entre le Professeur Caumes et Didier Raoult, pouvons-nous espérer quelques semaines d'apaisement ? Rien n'est moins sûr. Actuellement, je ne désire qu'une chose : fuir ses portraits, ses interviews et zapper sur des documentaires animaliers. Une mouette crie moins que Didier Raoult durant la crise…◆

**l'OVNI**
Edité par les étudiants de Master 1 de l'EJCAM

**Rédacteurs en chef**
Corentin Wahu
Marie Parra

**Service politique**
Samuel Azemard
Laure Lemeille
Héloïse Pieragnoli
Maxime Pernet
Elise Regaud

**Service économie**
Chloé Arzouni
Marion Douzet
Angèle Delbecq

**Service société**
Capucine Laulanet
Carla Butting
Diane Pezeron-Dubois
Manon Reinhardt
Lisa Davet

**Service culture**
Margot Fournie
Theo Bessard
Eva Massy

**Service sport**
Diana Melhem
Célestin Bougere

EDITOS/

## BILLET

# Eloge du modéré

Par
**CORENTIN WAHU**

Le choix de ne plus avoir le choix, c'est un peu ce que la nouvelle liberté d'expression made in Twitter nous propose. Quel que soit le débat et la complexité du sujet, on ne me proposera guère plus que deux alternatives : avec ou contre. Et il me faudra choisir un camp, coûte que coûte avoir un avis tranché. Si je suis un peu trop indécis, les autres se chargeront de m'accoler une étiquette, le plus souvent celle qu'ils ne s'attribuent pas eux-mêmes. Pensez tout blanc, et dites-le sur les réseaux, ou on vous accusera de penser tout noir (et vice versa). Le gris ? On ne peut pas dire que la nuance soit vraiment à la mode. Leïla Slimani se plaignait en septembre sur le plateau de l'émission *C'politique* d'une société *«qui survalorise la radicalité, comme si la personne radicale était la seule vraiment engagée».* Il est vrai qu'aujourd'hui, on aime les clashs, les polémiques, le sang et les larmes. Qui de mieux pour nous rassasier que le Radical, celui qui s'indigne tout le temps mais souvent oublie de réfléchir. Le Modéré, lui, est perçu comme ennuyeux, pantouflard.

On sait pourtant à quel point la réalité du monde est complexe, à quel point elle requiert de la mesure pour être comprise. Faire croire que tout est simple, c'est plutôt le propre du populiste. Face à chaque problème, il impose la vision d'un « Eux contre nous » qui ne peut se résoudre que par l'élimination du « Eux ». Les derniers mois aux Etats-Unis ont été la triste illustration de ce à quoi mène ce manichéisme permanent. La fracture entre les supporters de Donald Trump et ses opposants a pris tellement d'ampleur qu'elle a failli mettre à bas la démocratie américaine. En France, n'importe quelle question de société se transforme rapidement en un simple : «Pour ou contre le gouvernement ?» Cette restriction du débat pourrait nous coûter cher dans cette période où les défis environnementaux, économiques et sociétaux sont plus nombreux que jamais.◆

# Elle c'est madame

## Elsa Miské L'éternelle combattante féministe redouble de créativité pour battre en brèche le patriarcat, à travers un jeu de carte.

PHOTO DR

PORTRAIT

*«Comme si on avait le temps de débattre sur le mot!»* C'est la première fois que je rencontre Elsa Miské, militante féministe déterminée, et fière de l'être. Dans son regard, on lit l'audace et la force de son engagement précoce. Féministe, Elsa Miské l'a toujours été et a bien du mal à penser que certains puissent ne pas l'être. Sa mère l'y a initiée en mettant en pratique ses idées. *«Elle m'a poussée à être indépendante.»* Elle grandit à Paris, dans une famille aux idées féministes, y compris son père, *«acquis à la cause»,* sourit-elle. Fille d'un Mauritanien, le premier engagement d'Elsa Miské, c'est la lutte contre le racisme. En 2016, elle fonde le projet Slice up, pour former de jeunes journalistes africains au journalisme mobile et favoriser les récits alternatifs. Quand des rédacteurs en chef déplorent le manque d'experts dans les minorités et chez les femmes, Elsa Miské s'insurge. *«Il y en a ! Et s'il en manque, il faut les former !»* Une excuse fallacieuse qui s'ancre profondément dans la société, selon la jeune militante.

Au moment de l'apparition des premiers blogs féministes, Elsa Miské a 25 ans. Elle découvre notamment le projet féministe «Paye ta Shnek», fondé par celle qui deviendra l'une de ses amies et collaboratrices, Anaïs Bourdet. En découvrant ces témoignages crus de harcèlement de rue, la jeune femme est frappée par l'ampleur et la banalité du phénomène. *«Mon niveau de conscience de "ce qui ne va pas" a évolué.»* Elsa Miské s'imprègne de figures puissantes, de femmes téméraires et confiantes.

Face à moi, elle évoque ses réflexions, ses doutes, sa volonté de changer les règles du jeu et son engagement qu'elle affine au fur et à mesure de ses rencontres. En 2018, la jeune femme innove et crée le podcast *YESSS* avec l'aide d'Anaïs Bourdet et Margaïd Quioc. *«On a accouché de l'idée en une après-midi !»* Le trio cherche à donner la parole aux femmes victimes de propos sexistes ou de harcèlement, des *«warriors»*. Les voix s'entremêlent, se recoupent, et s'unissent. La diversité des témoignages renforce l'universalité de leur message, qui se révèle être bien davantage qu'un constat terrible : un éventail de solutions. Au fil des histoires uniques, se révèle un butin délectable : les ripostes mordantes et subtiles de femmes à des propos sexistes, pour *«montrer que c'est possible de répondre»*. Il peut être périlleux de rétorquer face au harcèlement de rue, mais pour Elsa Miské, *«il y a plus de marge de manœuvre au travail ou en famille»*. La jeune femme se souvient du moment où elle a passé le pas. Répondre devenait essentiel. Écœurement, ras-le-bol. *«Je n'avais rien à perdre.»*

La jeune militante ne manque pas d'idées pour faire vivre son combat. L'année dernière, elle a rencontré Axelle Gay, créatrice de jeux pédagogiques. De ce face à face est née l'esquisse d'un jeu dans lequel les réflexions cinglantes fusent et se télescopent, *Moi, c'est madame,* prolongation du podcast *YESSS*. Un jeu qui donne à chacun l'opportunité de s'identifier à l'attaquant comme au riposteur. L'objectif ? S'entraîner. Car souvent, un état de sidération empêche les femmes de répondre et de balayer les propos suffisants et dégradants. Un moyen pour Elsa Miské de toucher plus de monde et de donner à entendre la juste répartie vis-à-vis des propos sexistes. Elle souhaite avant tout donner des solutions réalisables aux femmes, avec des réponses testées dans le quotidien. Mais aussi donner aux hommes l'occasion d'identifier le sexisme, insidieuse attitude. *«Pourvu qu'ils aient un peu de bonne volonté»*, opine-t-elle.

Elsa Miské se définit comme *«cash, hardcore». «Je ne mets pas d'eau dans mon vin et j'en suis fière.»* Même si elle regrette que sa force de caractère soit si mal perçue chez une femme. Elle s'affirme avec un sourire déterminé et préconise de ne pas craindre le regard des autres tant que l'on sait ce qu'on veut. Déterminée et ambitieuse, Elsa Miské s'impose et n'a pas froid aux yeux. La carte de *Moi c'est madame* qu'elle abattrait sûrement ? *«Je ne suis pas une princesse, je suis une femme d'action !»*◆

Par **MARIE PARRA**